

Unité départementale du Loiret
Adresse postale : DREAL Centre - 5 avenue de Buffon
Bureaux : 3 rue du carbone - Orléans La Source
CS 96407
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 27/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DS SMITH PAPER COULLONS

Usine de la Fosse
Route de la barbe grise
45720 Coullons

Références : 581/2025
Code AIOT : 0010000968

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement DS SMITH PAPER COULLONS implanté Usine de la Fosse 45720 Coullons. L'inspection a été annoncée le 05/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DS SMITH PAPER COULLONS
- Usine de la Fosse 45720 Coullons
- Code AIOT : 0010000968
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement DS Smith de Coullons est spécialisé dans la fabrication de papier et de carton recyclé. Le site relève de l'autorisation au titre des Installations classées pour la protection de l'environnement.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Modifications sur site	Code de l'environnement du 08/07/2025, article R181-46-II et L. 181-14	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Documents à disposition des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4-13	/	Demande d'action corrective	2 mois
4	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Entretien des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Qualité de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
7	Ressource en eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
8	Détection automatique dans la zone de stockage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	de papiers				
10	Entretien des équipements de sécurité (RIA et DAI)	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	Entretien des moyens d'intervention (sprinklage)	Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
12	Vanne - sprinklage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
13	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
14	GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
15	Rejets dans le milieu naturel par épandage	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
17	Stockage papier extérieur – barrière physique	AP Complémentaire du 21/11/2017, article 8.3.3.1.2	/	Demande d'action corrective	2 mois
18	Stockage papier extérieur – aménagement du stockage	AP Complémentaire du 21/11/2017, article 8.3.3.1	/	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
19	Stockage papier extérieur –	AP Complémentaire du 21/11/2017,	/	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	collecte d'effluents potentiellement pollués	article 7.6.6.1		de prescription	
20	Propreté du site – Zone krofta	AP Complémentaire du 21/11/2017, article 2.3.1	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 1.3 et 7.6.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Protection des réseaux internes	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.4.1	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
16	Ouvrage de prélèvement	Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.3	Avec suites, Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 1.3 et 7.6.3

Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier de demande d'autorisation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2024

Prescription contrôlée :

Article 1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 7.6.3 Ressources en eau et mousse

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au

minimum les moyens définis ci-après :

[...]

· trois hydrants dont deux sont alimentés par le réseau d'eau de ville et un par l'eau de lagune,

[...]

· d'un système de détection automatique d'incendie (locaux électriques, stockage de papier) ;

[...].

Constats :

Rappel de l'inspection du 12 avril 2024

Vu : les diverses modifications survenues sur site depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21/11/2017 régissant les activités de l'établissement DS Smith (absence d'un troisième poteau incendie, absence de détection automatique incendie, volumes de stockage non concordants avec le tonnage indiqué au sein de l'arrêté préfectoral, suppression de la seconde machine MC2,...)

L'établissement n'est pas exploité conformément à l'arrêté du 21/11/2017, arrêtés complémentaires et réglementations en vigueur.

Inspection du 8 juillet 2025

L'exploitant n'a pour le moment fourni qu'une proposition de DECI pour le site DS SMITH, sans présentation de l'ensemble des modifications survenues sur site depuis 2017 (retrait machine MC2, évolutions zone "Langston", ...). L'inspection invite l'exploitant à exclure le sujet du barrage au sein du porteur à connaissance et à ne présenter que la situation actuelle du site (et non la situation future ou les études toujours en cours, qui seront traitées ultérieurement).

Le précédent constat est repris par le point de contrôle suivant (absence de transmission d'un porter-à-connaissance de régularisation des modifications).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Modifications sur site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2025, article R181-46-II et L. 181-14

Thème(s) : Situation administrative, Modifications sur site

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2024

Prescription contrôlée :

Article L181-14 du Code de l'environnement

Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.

L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.

Article R181-46-II du Code de l'environnement

[...]

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

[...]

Article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017

"Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur."

Constats :

Rappel de l'inspection du 12 avril 2024 Vu : les diverses modifications survenues sur site depuis la signature de l'arrêté préfectoral du 21/11/2017 régissant les activités de l'établissement DS Smith (absence d'un troisième poteau incendie, absence de détection automatique incendie, volumes de stockage non concordants avec le tonnage indiqué au sein de l'arrêté préfectoral, suppression de la seconde machine MC2,...)

Vu : le courrier préfectoral en date du 23 juillet 2019 qui stipule au deuxième alinéa que "Après examen de l'inspection des installations classées, je vous engage à regrouper vos demandes de modifications de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 applicable à vos installations dans un dossier spécifique autoportant reprenant les éléments des courriers susvisés assortis de l'avis du SDIS 45 pour ce qui concerne le risque incendie."

Vu : la relance de l'inspection des installations classées en date du 11 mai 2021, sans retour sur le sujet.

Constat : L'exploitant n'a pas informé Mme la Préfète du Loiret des modifications survenues sur le site depuis 2017 (hormis zone "Langston").

L'exploitant n'a pour le moment fourni qu'une proposition de DECI pour le site de COULLONS, sans présentation de l'ensemble des modifications survenues sur site depuis 2017 (retrait MC2, retraits d'hydrants...). A noter qu'un porter-à-connaissance a été transmis à l'inspection des installations classées concernant la zone LANGSTON, et que des compléments ont été demandés sur ce dernier (notamment concernant la défense incendie du site). A ce titre, il est attendu que les modifications présentés au sein du PAC LANGSTON soient intégrées au PAC "régularisation" (appelé également PAC "consolidé") et que les réponses aux compléments demandés par l'inspection y soient également incluses.

Concernant la gestion du barrage, l'inspection invite l'exploitant à exclure ce sujet du porter-à-connaissance "régularisation" et à ne présenter que la situation actuelle du site (et non la situation future ou les études toujours en cours qui seront traitées par une étude AD HOC).

Constat : L'exploitant n'a pas informé Mme la Préfète du Loiret des modifications survenues sur le site depuis 2017 (hormis un PAC pour la zone "Langston").

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre à Mme la Préfète un porter à connaissance de régularisation de la situation (ou PAC consolidé) présentant les diverses modifications survenues sur site depuis 2017.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Documents à disposition des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/09/2020, article 4-13
Thème(s) : Situation administrative, Documents à disposition des services d'incendie et de secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ; - le registre des produits dangereux mentionné à l'article 3.7 ; - le schéma des réseaux mentionné à l'article 3.10 ; - le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 5.5 ; - des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ; - les emplacements, le cas échéant, des panneaux photovoltaïques.
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des éléments ci-dessous n'est pas tenu à la disposition du SDIS.</p> <p>Constat : les plans ne sont pas tenus à la disposition du Services d'intervention et de secours.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Vérification périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Rappels de l'inspection du 12/04/2024 :

L'exploitant a présenté, à l'inspection des installations classées, le Certificat Q18 consécutif à la vérification périodique du 04/05/2023 des installations électriques par la société Apave. Après consultation, l'inspection des installations classées émet les remarques suivantes :

- La vérification des installations électriques de l'établissement n'a pas été réalisée de façon complète, il est précisé dans le document que « Pour des raisons d'exploitation [...] les essais des dispositifs différentiels n'ont été réalisés que partiellement ». Pourtant, le vérificateur précise : « Nous déclarons avoir procédé le 04/05/2023 à une vérification des installations électriques conformément au chapitre 2 du référentiel APSAD D18. La vérification a consisté en : Une vérification complète des installations électriques de l'établissement ».*
- Deux dangers ont été signalés :*
- L'absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités. L'exploitant n'a pas pu apporter d'informations quant à la mise en place d'un plan d'action pour appliquer les recommandations ou pour régulariser la situation, depuis le 04/05/2023.*
- La présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques. L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées la routine de nettoyage GMAO qu'il a pu mettre en place pour le nettoyage. Un dépoussiérage des armoires a également été réalisé en août 2023.*
- La conclusion du document page n°2 indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.*

Constat d'écart : L'ensemble des installations électriques n'a pas été vérifié lors de la vérification périodique annuelle 2023.

Visite d'inspection du 8 juillet 2025

Vu :

- rapport de vérification des installations électriques n° 134350004-001-1 du 05/05/2025
- compte-rendu Q18

Le rapport de vérification fait apparaître 65 observations dont 23 nouvelles observations associées à des préconisations et 42 observations déjà préalablement formulées par le bureau de

contrôle.

Il est notamment relevé :

- des préconisations urgentes de la part du bureau de contrôle : (demande 6, 15, 16, 18) ;
- un examen incomplet, du fait de contraintes d'exploitation mentionnées par l'exploitant ;
- la non transmission d'un certain nombre de documents au bureau de contrôle, qui n'a pas permis une vérification complète.

Constat : L'ensemble des installations électriques n'a pas été vérifié lors de la vérification périodique annuelle 2025

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Entretien des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.3.2

Thème(s) : Risques accidentels, Mise à la terre

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024

Prescription contrôlée :

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Visite d'inspection du 12 avril 2024

Cf présentation au point de contrôle précédent

Constat d'écart : Les écarts, relevés lors de la vérification des installations électriques du 04/05/2023, n'ont pas été suivis d'actions correctives notamment ceux susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Visite d'inspection du 8 juillet 2025

Vu :

- rapport de vérification des installations électriques n° 134350004-001-1 du 05/05/2025
- compte-rendu Q18

Conclusions du Q18 : "L'installation électrique peut entraîner des risques incendie et d'explosion."

Constat d'écart : Les observations, relevées lors de la vérification des installations électriques et consignées dans le rapport de vérification annuel du 05/05/2025, n'ont pas toutes été suivies d'actions correctives notamment celles susceptibles d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé et notamment un plan d'action faisant apparaître des échéances acceptables au vu du risque associé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Qualité de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

une réserve d'eau extérieure de 3 200 m³ constituée dans la lagune existante de 20 000 m³ équipée d'une aire de stationnement,

[...],

des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, [...]

Des robinets d'incendie armés ;

[...]

Constats :

Visite d'inspection du 12 avril 2024 :

Lors de ce contrôle, l'inspection des installations classées a constaté que l'établissement dispose des moyens de lutte contre l'incendie suivants :

- Une réserve d'eau extérieure de 3 200m³ dans la lagune de 20 000m³,
- 2 hydrants (poteaux incendie) alimentés par le réseau d'eau de ville,
- Plusieurs extincteurs,
- Des robinets incendie armés (R.I.A) alimentés via un groupe moto-pompe,
- Un système d'extinction automatique d'incendie au niveau des ateliers alimenté par les effluents de la lagune ;

Concernant la réserve d'eau extérieure de 3 200 m³ constituée dans la lagune existante de 20 000 m³, il s'avère que cette « eau » est constituée des effluents de process de l'installation. Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a constaté :

- La présence d'écume sur la lagune,
- Un effluent, dans la lagune, de couleur gris/noir susceptible d'être des matières en suspension.

Par ailleurs, cette lagune est équipée d'aires de stationnement pour les services de secours. Ces aires sont équipées de dispositifs d'aspiration afin de permettre de raccorder les engins des pompes des services de secours et d'incendie. Interrogé sur la présence d'un système de filtration en entrée des dispositifs d'aspiration, l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter une réponse.

Selon le Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Loiret, les ressources d'eaux d'extinction incendie non utilisables sont notamment :

- Eau de process industriel à pH acide ou basique, contenant des effluents pouvant détériorer les corps des pompes incendie en bronze ou en aluminium anodisé,
- Eau en cours de traitement (station épuration - décanteur) pouvant détériorer les corps des pompes incendie en bronze ou en aluminium anodisé,
- Eau chargée de particules, dépôt pouvant détériorer les corps des pompes incendie.

Au regard de ces éléments, l'utilisation par les services de secours et d'incendie, des effluents contenus dans la lagune, pour lutter contre un incendie, n'est pas garantie.

Constat d'écart : Au regard de la présence d'écume sur la lagune de 20 000 m³ et du constat visuel d'un effluent de couleur gris/noir susceptible de contenir des matières en suspension dans cette même lagune, l'utilisation de cette réserve d'eau extérieure de 3 200 m³ par le service de secours pour lutter contre un incendie sur le site, n'est pas garantie.

Visite d'inspection du 8 juillet 2025

La lagune n'est jamais complètement vidée, et n'est jamais à sec. Aucun curage mécanique n'a été pratiqué sur ce bassin. L'exploitant a mené des tests d'aspiration en 2024 mais ceux-ci n'avaient pas été concluants. Après nettoyage de certaines cannes, de nouveaux essais ont été menés. Le service de prévention du SDIS présent le jour de l'inspection rappelle en outre que le guide D9 impose qu'un tiers de la ressource en eau doit être pourvu d'un moyen de mise sous pression. Ce point devra être considéré dans le cadre de la mise à jour de la DECI du site (point non abordé dans la version 2 du document transmis).

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a effectué, entre autres, les actions suivantes :

- Nettoyage et curage des 4 cannes d'aspiration installées sur la « lagune 20 000 » (nettoyage des deux autres cannes au printemps) ;
- Test d'aspiration des cannes d'aspiration (qui semble concluant).
- Échanges avec le SDIS 45 sur la DECI.

Après consultation du SDIS dans le cadre du suivi de ce constat, les services du SDIS ont informé l'inspection des installations classées qu'ils considèrent que l'eau pourra être utilisée pour les opérations d'extinction, sous réserve de la réalisation par l'exploitant de tests périodiques annuels de bon fonctionnement des cannes d'aspiration (au moyen par exemple d'une pompe remorquable) et de mesures de débit.

Sur cette base, le constat de la précédente visite est levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Ressource en eau - Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressource en eau et en mousse
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : [...], trois hydrants dont deux sont alimentés par le réseau d'eau de ville et un par l'eau de lagune, [...].</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 12 avril 2024</u></p> <p><i>Sur les trois hydrants initialement présents sur le site, seuls deux sont encore en service, ceux-ci étant ceux alimentés par l'eau de ville. Le troisième hydrant, qui était alimenté par la lagune, a été obstrué, bien que son emplacement soit toujours visible. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la vérification annuelle des mesures de débit et de pression des hydrants.</i></p> <p>Constats d'écart : L'établissement n'est pas équipé de 3 hydrants (poteaux incendie) pour lutter contre un incendie et l'exploitant n'est pas en capacité de justifier que les 2 hydrants présents sur le site, constituent une ressource en eau d'extinction incendie (absence de justification du débit et de la pression des hydrants).</p> <p>-----</p> <p><u>Visite d'inspection du 8 juillet 2025</u></p> <p>Document consulté :</p> <p>- projet de DECI (version 1 présentée le jour de la l'inspection et version 2 envoyée suite à l'inspection)</p>

L'analyse qui suit porte sur le projet de DECI version 2.

Des essais ont été réalisés par l'exploitant et la société Sprinkler 45 sur les deux hydrants de la commune : PI 32 et 31. Après analyse, il apparaît que ceux-ci ne peuvent pas être utilisés en simultanée.

L'exploitant propose de ne considérer qu'un seul des deux poteaux incendie. L'exploitant propose en outre la mise en place d'une bâche de capacité utile de 240 m³ en entrée de site dès à présent. Le SDIS a donné son aval et émis un certain nombre de préconisations.

Le service de prévention du SDIS présent le jour de l'inspection rappelle en outre que le guide D9 impose qu'un tiers de la ressource en eau doit être pourvu d'un moyen de mise sous pression. Ce point devra être considéré dans le cadre du PAC régularisation.

Postérieurement à la visite d'inspection, l'exploitant a effectué les actions suivantes :

- Transmission de son projet de DECI ;
- Réalisation d'une étude par Bureau Veritas afin de déterminer les travaux nécessaires à la mise en conformité d'un mur coupe feu pour séparer deux zones (en attente des devis) ;
- Nettoyage et curage des 4 cannes d'aspiration installées sur la « lagune 20 000 » (nettoyage des deux autres cannes au printemps) ;
- Test d'aspiration des cannes d'aspiration (qui semble concluant).
- Échanges avec le SDIS 45 sur la DECI.

Après analyse, il apparaît que le projet de DECI ne prend pas en compte les stockages extérieurs de papiers recyclés, sans justifier d'une distance suffisante pour éviter les effets dominos, ou effectuer les calculs sur cette troisième surface le cas échéant.

Le constat précédent est ainsi modifié :

Constat : L'exploitant ne dispose pas de trois hydrants fonctionnels sur le site. Il doit justifier de l'adéquation entre les besoins en eau calculés selon le guide D9 et les ressources réellement disponibles sur le site (mise à jour de la DECI au regard des dernières modifications sur site).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 8 : Détection automatique dans la zone de stockage de papiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024

Prescription contrôlée :

Article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017

L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

[...];

d'un système de détection automatique d'incendie (locaux électriques, stockage de papier).

Article 4.10 de l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020

Systèmes de détection et extinction automatiques

Chaque partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 4.2 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection automatique d'incendie. L'exploitant dresse la liste détaillée de ces dispositifs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constats :

Rappel des constats des inspections et des échanges précédents :

Lors de l'inspection du 12/10/2018, il a été porté à la connaissance de l'exploitant que le système de détection incendie au niveau du stockage de papier était absent.

L'exploitant a apporté des éléments de réponse par courrier du 26/11/2018 en indiquant qu'une consultation avec son prestataire était en cours pour étudier la possibilité d'implanter des systèmes de détection avec une réalisation au 1er trimestre 2019.

Par courrier du 30 avril 2019, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées pour la

protection de l'environnement que le montant estimé de 54 555 € était trop élevé et inenvisageable pour la pérennité financière du site. Celui-ci a alors sollicité une modification de l'arrêté préfectoral sur ce point.

Par courrier préfectoral du 23/07/2019, après examen de l'inspection des installations classées, il a été demandé à l'exploitant de regrouper ses demandes de modification à son arrêté préfectoral d'autorisation du 21 novembre 2017, en transmettant un dossier spécifique autoportant reprenant les éléments des courriers susvisés, assorti de l'avis du SDIS 45 pour ce qui concerne le risque incendie.

Par courrier du 15/05/2021, l'exploitant a précisé que le montant de 54 555 € n'était pas envisageable pour le site de Coullons et qu'il assurerait la présence d'un membre du personnel 24H/24 - 7J/7.

Constats de l'inspection du 12/04/2024 :

Lors de ce contrôle, l'exploitant n'a pas apporté de réponse à l'inspection des installations classées quant à la mise en place d'un système de détection incendie en adéquation avec son arrêté préfectoral ou à la réalisation d'un document de modification de l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2017 assorti de l'avis du SDIS 45, comme annoncé dans la lettre préfectorale du 23/07/2019.

L'absence d'un système de détection incendie à l'intérieur de la zone de stockage de papier a été une nouvelle fois constatée.

Constat d'écart : La zone de stockage de papier n'est pas équipée d'un système de détection automatique incendie.

Visite d'inspection du 8 juillet 2025

L'absence d'un système de détection incendie à l'intérieur de la zone de stockage de papier a été une nouvelle fois constatée.

L'exploitant a de nouveau expliqué que la présence d'un agent en poste 24h/24 - 7j/7 était pour lui une mesure suffisante. A noter que la présence d'une détection automatique incendie dans les stockages de papiers (à considérer dans les locaux à risque incendie), est rendue obligatoire par l'article 4-10 de l'arrêté du 10 septembre 2020 "Systèmes de détection et extinction automatiques".

La prise en compte du gardiennage constituerait donc une demande de dérogation à l'arrêté ministériel 10 septembre 2020. Toute demande de dérogation devra présenter l'impossibilité technique ou économique de la mise en place de ce système et proposer des mesures compensatoires équivalentes.

A noter que le PAC régularisation n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées. Le constat est donc maintenu dans l'attente de la transmission d'un dossier de mise à jour avec les justificatifs adéquats relatifs à la détection automatique incendie.

Constat : La zone de stockage de papier intérieure n'est pas équipée d'un système de détection automatique incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées

un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Protection des réseaux internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs signalés.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 12 avril 2024</u> <i>Constat d'écart : La zone d'implantation du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie ne comporte pas d'affichage (panneau, pancarte) permettant de localiser la vanne d'isolement à manipuler lors d'un incendie et d'en expliquer son fonctionnement.</i></p> <p>-----</p> <p><u>Inspection du 8 juillet 2025</u> Document consulté : Procédure de fermeture de la vanne.</p> <p>L'exploitant a transmis les justificatifs appropriés. Le précédent constat est levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Entretien des équipements de sécurité (RIA et DAI)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3
--

Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024

Prescription contrôlée :

Les équipements sont maintenus en bon état.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Visite d'inspection du 12 avril 2024

Contrôle documentaire :

Les documents suivants ont été transmis à l'inspection des installations classées :

- **[1]** Scutum incendie, Compte rendu de vérification S487057 du 21/02/2024, vérification détection incendie.
- **[2]** Fiche BT n°38 068, Arrêt détecteurs Zone MC2 du 22/09/2023.
- **[3]** Sprinkler 45, Rapport de visite du 01/03/2024, contrat de maintenance **RIA**.
- **[4]** Sprinkler 45, Devis DE09265 du 18/03/2024 suite à l'entretien annuel des **RIA**.
- **[5]** Sprinkler 45, Devis DE09255 du 07/03/2024 suite à l'entretien annuel des **RIA**, remplacement de la cloche d'alarme du poste de contrôle n°1.
- **[6]** DS Smith, Commande n°33412 du 20/03/2024, travaux suite à l'entretien annuel des **RIA** et remplacement de la cloche d'alarme du poste de contrôle n°1.
- **[7]** Apave, Rapport de vérification d'une installation d'extinction automatique à eau, 05/10/2023.

Analyse de l'inspection des installations classées :

*De l'examen du document **[1]**, il ressort :*

Le document ne permet pas de statuer sur le bon fonctionnement du système de détection incendie. L'état des équipements n'est pas renseigné à l'endroit où il devrait l'être dans le compte-rendu de vérification et aucune conclusion ne permet de se positionner sur le fonctionnement ou dysfonctionnement des équipements.

*De l'examen du document **[3]**, il ressort :*

2 RIA sur 21 sont non conformes, l'un est bloqué et l'autre présente une vanne d'isolement hors service. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées, que les travaux étaient en cours de réalisation.

De l'examen des documents [5] et [6], il ressort :

[5] et [6] La cloche d'alarme du poste de contrôle n°1 est hors service et doit être remplacée.

L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un certificat de conformité du réseau de sprinklage, il précise que ce dernier a été mis en place au fur et à mesure et qu'il n'est pas en mesure de rassembler tous les certificats historiques pour les présenter.

De l'examen du document [7], il ressort :

Le rapport fait état d'un certain nombre d'observations et de remarques concernant l'état de propreté du système de sprinklage, dont certaines sont récurrentes depuis 2018. En tout, 6 observations sont relevées (améliorations proposées), ainsi que deux non-conformités sans risque de mise en échec du système de sprinklage. Les vérifications mentionnées dans le rapport ont été effectuées par rapport au référentiel FM Global.

L'organisme de contrôle, dans ses observations, fait notamment état des points suivants :

L'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter d'élément sur la mise en place d'actions correctives liées aux points de non-conformités et observations relevés.

A noter dans les observations de l'organisme de vérification, qu'il est fait mention d'une eau de la lagune chargée (risque d'encrassement filtre circuit de refroidissement, de surchauffe moteur et encrassement crépine).

Selon le référentiel FM Global 3-29, l'alimentation du système de sprinklage doit être effectuée par une eau fiable exempte de condition de dégradation. Au regard de l'alimentation en eau du système de sprinklage par les effluents de la lagune (cf point de contrôle n° 3 - qualité des effluents de la lagune), la fiabilité de l'approvisionnement en « eau » n'est pas garantie (risque d'embouage/colmatage des sprinkleurs et de corrosion des canalisations).

Un test d'écoulement au point F du poste de contrôle C2 du système de sprinklage a été réalisé avec la mise en fonctionnement de la pompe jockey. L'essai s'est déroulé correctement. Un écoulement d'eau claire a été constaté. L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que les derniers essais du système de sprinklage avaient été effectués avec une eau propre.

L'essai d'écoulement au point F n'a pas pu être effectué avec le groupe moto-pompe du système de sprinklage pour cause de risque de casse, selon les déclarations de l'exploitant. Selon le rapport SITEM relatif à la maintenance du 16/02/2024 du groupe moto-pompe, les essais en charge de cet équipement n'ont pas été effectués (Température palier 67.1 °C) dans l'attente de la vérification de

la pompe hydraulique. L'organisme préconise dans le rapport le remplacement de la tuyauterie de refroidissement du palier arrière de la pompe.

Constat d'écart : Les robinets incendie armés (2 RIA) et le système de détection automatique d'incendie de l'établissement ne sont pas maintenus en bon état.

Visite d'inspection du 8 juillet 2025

Document consulté : rapport de vérification 134221135-001-1 (compte-rendu Q1 de 2025)

L'exploitant a indiqué durant l'inspection que les RIA avaient été vérifiés et le groupe motopompe réparé.

L'exploitant doit transmettre les rapports de vérification des RIA afin de lever l'écart.
L'exploitant doit transmettre le rapport de mise en conformité du groupe motopompe.
L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification de la DAI - centrale et détecteurs.

A noter dans les observations de l'organisme de vérification, qu'il est fait mention d'une eau de la lagune chargée (risque d'encrassement filtre circuit de refroidissement, de surchauffe moteur et encrassement crépine).

Constat d'écart : L'exploitant doit justifier que les robinets incendie armés (2 RIA) et le système de détection automatique d'incendie de l'établissement sont maintenus en bon état.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé et notamment :

- les rapports de vérification des RIA afin de lever l'écart.
- le rapport de mise en conformité du groupe motopompe.
- le rapport de vérification de la DAI - centrale et détecteurs.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 11 : Entretien des moyens d'intervention (sprinklage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/11/2017, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 12/04/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements sont maintenus en bon état.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Visite d'inspection du 12 avril 2024</u></p> <p>Voir constats du point de contrôle "Entretien des équipements de sécurité (RIA et DAI)"</p> <p>Constat d'écart : <i>Le système d'extinction automatique d'incendie de l'établissement n'est pas maintenu en bon état de fonctionnement, en raison :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- <i>de son alimentation avec une eau non fiable (eau chargée et moussante de la lagune) ;</i>- <i>d'un risque d'embouage/colmatage des sprinklers et de corrosion des canalisations dû à une alimentation en « eau non fiable » ;</i>- <i>d'un groupe moto-pompe susceptible de tomber en panne (température palier 67.1 °C).</i> <p>-----</p> <p><u>Inspection du 8 juillet 2025</u></p> <p>Document consulté : rapport de vérification 134221135-001-1 (compte-rendu Q1 de 2025).</p> <p>L'exploitant a indiqué durant l'inspection que les RIA avaient été vérifiés et le groupe motopompe réparé.</p> <p>L'exploitant doit transmettre le rapport de mise en conformité du groupe motopompe.</p>

<p>L'exploitant doit justifier de la prise en compte des observations mentionnées dans le rapport Q1 et présenter son plan d'action. Aucune non-conformité avec risque de mise en échec de l'extinction n'est relevée.</p> <p>A noter dans les observations de l'organisme de vérification, qu'il est fait mention d'une eau de la lagune chargée (risque d'encrassement filtre circuit de refroidissement, de surchauffe moteur et encrassement crépine).</p> <p>Constat d'écart : Suite à sa réparation, l'exploitant doit transmettre le rapport de mise en conformité du groupe motopompe et doit justifier de la prise en compte des observations mentionnées dans le rapport Q1 et présenter son plan d'action.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart formulé et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le rapport de mise en conformité du groupe motopompe. - la justification de la prise en compte des observations mentionnées dans le rapport Q1 et présenter son plan d'action.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 12 : Vanne - sprinklage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 7.6.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Système d'extinction automatique à eau (sprinkler)</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 28/10/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'extinction automatique d'incendie (ateliers); - [...].
<p>Constats :</p>

Visite d'inspection du 12 avril 2024

Pour rappel, un système d'extinction automatique d'incendie de type sprinkleur est conçu pour détecter un incendie et l'éteindre avec de l'eau à ses débuts, ou pour le contenir afin que l'extinction puisse être menée à bien par d'autres moyens.

Les installations sprinkleur se décomposent en sous-systèmes comme suit :

- *Les têtes SPK ; Les postes de contrôle ;*
- *Le groupe de pompage (dont le pressostat de démarrage) ;*
- *La réserve d'eau ;*
- *Le réseau de canalisations ;*
- *Les alarmes ;*

Par ailleurs, le groupe de pompage ou groupe motopompe est constitué des éléments principaux suivants :

- *Une pompe Jockey (maintient la pression dans le réseau d'eau) ;*
- *Une ou deux pompes (couvrent les besoins en eau en termes de débit, de pression et de durée, définis par conception) ;*
- *Deux pressostats de démarrage par pompe.*

Le groupe de pompage doit assurer l'alimentation en eau, au débit et à la pression définis, pour le nombre dimensionné de têtes. Il reçoit un ordre de démarrage par l'un des deux pressostats de démarrage au moment de la chute de pression dans le réseau en amont du poste de contrôle.

Constats du 12/04/2024 :

Le système d'extinction automatique incendie de l'établissement est composé de l'ensemble des sous-systèmes mentionnés ci-dessus avec un seul groupe moto-pompe.

Les schémas de l'installation examinés en inspection montrent notamment :

- *une alimentation en eau de la lagune via le groupe moto-pompe*
- *une alimentation en eau de ville via la pompe jockey*

Une vanne d'ouverture/fermeture est implantée entre ces 2 réseaux d'alimentation.

Par ailleurs, la consultation du schéma d'alerte incendie du 12/10/2023 précise que le responsable sprinklage doit vérifier en sortant du site la ou les vannes sprinklage sont bien ouvertes et que le moto-pompe est opérationnel.

Interrogé sur le rôle et la position de la vanne, l'exploitant n'a pas été en mesure de répondre.

A noter également que l'essai d'écoulement au point F cité précédemment a été effectué uniquement avec la pompe jockey alimentée par de l'eau de ville.

Compte tenu de ces éléments, il n'est pas certain que le système d'extinction automatique incendie de l'établissement puisse remplir son rôle au regard de la présence d'une vanne et de sa position (ouverture/fermeture). En effet en cas d'incendie et si cette vanne est en position fermée, le pressostat commandera le démarrage du groupe-moto-pompe mais celui-ci ne pourra pas délivrer de débit d'eau (en provenance de la lagune) vers le réseau sprinklage sollicité. Seul un débit,

insuffisant, en provenance de la pompe jockey sera délivré vers le réseau sprinklage.

Constat d'écart : La délivrance automatique d'un débit d'eau d'extinction incendie en provenance du groupe moto-pompe vers le ou les réseaux sprinkler n'est pas garantie compte tenue de la présence d'une vanne située entre le réseau d'alimentation en eau et de maintien en pression des réseaux, dont le positionnement en temps normal n'est pas connu par l'exploitant.

Inspection du 8 juillet 2025

Document consulté: rapport de vérification 134221135-001-1

L'exploitant n'a pas avancé sur le sujet.

Constat : La délivrance automatique d'un débit d'eau d'extinction incendie en provenance du groupe moto-pompe vers le ou les réseaux sprinkler n'est pas garantie compte tenu de la présence d'une vanne située entre le réseau d'alimentation en eau et de maintien en pression des réseaux, dont le positionnement en temps normal n'est pas connu par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 13 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.2.2.

Thème(s) : Autre, Plan des réseaux

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2024

Prescription contrôlée :

Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant,

régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : · l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, · les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) · les secteurs collectés et les réseaux associés · les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) · les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Visite d'inspection du 10 novembre 2022 :

Vu :

- *Plan des réseaux, version août 2022 ;*
- *Emplacement des points de rejet et de prélèvement, sur site.*

L'exploitant informe être en attente d'une date pour une inspection des réseaux afin d'identifier la provenance de l'ensemble des écoulements constatés sur site. L'échéancier sur cette action doit être transmis à l'inspection des installations classées.

Le plan des réseaux est à compléter (précision de l'emplacement des points de rejet, légende du disconnecteur, caractérisation de l'ensemble des points de rejets).

[C2] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne connaissance de ses réseaux / rejets.

Visite d'inspection du 12 avril 2024

Vu: la transmission de l'étude relative à la prestation de vérification des réseaux ;

Le rapport mentionne un certain nombre de défauts notables suivant les tronçons analysés: (effondrement partiel, décentrage radial, fissures,...).

Les différents tronçons non identifiés sont des réseaux non utilisés par l'exploitant qui drainent les eaux d'infiltration sous l'usine et les rejettent dans le milieu naturel. La connaissance des réseaux reste partielle du fait de l'absence de l'impossibilité de visiter l'ensemble de ceux-ci. Le plan final n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.

*Dans l'attente de la transmission du plan des réseaux mis à jour et conforme à l'arrêté préfectoral susvisé et des justificatifs d'absence de risques de contamination du milieu naturel via les anciens réseaux souterrains de l'usine lors d'un incendie par exemple, le constat [C2] précédent est maintenu et complété comme tel : **Le plan des réseaux n'est pas à jour. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne connaissance de ses réseaux et rejets***

Inspection du 8 juillet 2025

L'exploitant indique vouloir finaliser la mise à jour du plan des réseau d'ici la fin d'année 2025.

<p>Dans l'attente de la transmission de ces éléments, l'écart est maintenu :</p> <p>Constat : Le plan des réseaux n'est pas à jour. L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la bonne connaissance de ses réseaux et rejets</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 14 : GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.3</p>
<p>Thème(s) : Autre, Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2024
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La conception et la performance des installations de traitement des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations. Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées. Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Visite d'inspection du 10 novembre 2022 et du 10 août 2021 (pollution du milieu naturel)</i> <i>Vu : la présence importante de mousse en surface de la lagune 20 000 m³</i> <i>Vu : Les dépassements constatés sur le paramètre DCO en avril, mai, juin, juillet et septembre 2022, et sur le paramètre DBO5 en avril, mai et juin 2022.</i> <i>Une analyse du système de traitement doit être transmise afin de vérifier le dimensionnement et l'efficacité de celui-ci (s'assurer que le traitement par lagunage est adapté à la filière, valider l'efficacité de la biomasse en place notamment, exclure le risque de sur-oxygénation ou sous-</i></p>

oxygénation des bassins, présenter le système de gestion de l'oxygénation,...).

[C6] L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la formation de mousse dense sur ses lagunes. Ce phénomène doit, entre autres, être étudié au regard de la charge organique des effluents à traiter dans la lagune et plus largement du fonctionnement de celle-ci.

Vu : l'étude sur l'optimisation de la consommation en eau du site, transmise à l'inspection en décembre 2022 ;

Vu : le lancement d'une nouvelle étude sur l'optimisation du fonctionnement du système de lagunage et la recherche des causes de la formation de mousse en surface des lagunes (commande passée en mars 2024).

Dans l'attente de la transmission des conclusions de l'étude en cours et les préconisations du bureau d'études sur le sujet, le constat des précédentes inspections est maintenu à savoir :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la formation de mousse dense sur ses lagunes. Ce phénomène doit, entre autres, être étudié au regard de la charge organique des effluents à traiter dans la lagune et plus largement du fonctionnement de celle-ci.

Inspection du 8 juillet 2025

Document consulté : Etude FLACO.

Le bureau d'études caractérise comme « probable » des mousses de type « démarrage » ou « biologique » au sein du bassin (analyse visuelle et documentaire). À noter que cette supposition n'est pas assortie de tests en laboratoire desdits mousses.

Deux solutions de traitement sont proposées (ajouts de réactifs chimiques ou de produits anti-mousse ou un ajout de produits biologiques ou de bactéries).

Il est rappelé à l'exploitant que les mousses doivent être correctement caractérisées afin de pouvoir les traiter si nécessaire avec la solution adaptée. Il est également rappelé que les eaux de lagune, sont, à termes, destinées à l'épandage et que celles-ci doivent être compatibles avec les modalités d'épandage.

Dans l'attente d'un positionnement de l'exploitant quant à la solution retenue le constat est maintenu :

L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la formation de mousse dense sur ses lagunes. Ce phénomène doit, entre autres, être étudié au regard de la charge organique des effluents à traiter dans la lagune et plus largement du fonctionnement de celle-ci.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Transmettre le rapport d'optimisation du fonctionnement du système de lagunage.
Transmettre un échéancier de mise en œuvre des actions préconisées par le bureau d'études dans le cadre de l'étude d'optimisation du fonctionnement de la lagune.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 mois**N° 15 : Rejets dans le milieu naturel par épandage****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.3.9.1**Thème(s) :** Autre, Rejets dans le milieu naturel**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 12/04/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 20/08/2024

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de respecter, avant épandage des eaux résiduaires et après leur épuration (coagulation floculation), les valeurs limites en concentration ci- dessous définies. Référence du rejet vers le milieu naturel : N °11 (Cf. repérage du rejet sous l'4.3.5)

Débit de référence	Moyen annuel : 6 m3/t produite
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)
DCO	2400
DBO5	1000

Azote global NTK	80
Phosphore total	10
Potassium	40
Sulfates	150
indice phénol	0.3
hydrocarbures totaux	10
Composés organiques halogénés (en AOX)	1

Constats :

Visite d'inspection du 10 novembre 2022 :

*Vu : Analyse des eaux de rejets de mars à septembre 2022 du point de rejet n°11 (déclaration GIDAF)
Des dépassements sont constatés sur le paramètre DCO en avril, mai, juin, juillet et septembre (maximum mesuré à 3700 mg/l).*

Des dépassements sont constatés sur le paramètre DBO5 en avril, mai et juin (maximum mesuré à 1700 mg/l)..

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral et de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les dépassements. Il doit rechercher les causes des dépassements et proposer un plan d'actions adapté.

[C3] Les valeurs limites des paramètres DBO5 et DCO ne sont pas respectées pour le point de rejet n°11 (point de rejet "milieu naturel").

Vu : Résultats des analyse des eaux de rejets de mars 2023 à mars 2024 au point de rejet n°11 (déclarations GIDAF).

Pour l'année 2023, les résultats de l'autosurveillance ont révélé pour le point de rejet n°11:

- Des dépassements sur le paramètre DCO en avril (1 dépassement), mai (7 dépassements), juin (11 dépassements), juillet (24 dépassements), septembre (4 dépassements), octobre (7 dépassements), novembre (2 dépassements) (avec maximum mesuré à 4190 mg/l). A noter qu'il a également été observé eu un dépassement pour le paramètre DCO en décembre mais qu'il n'y a pas eu d'épandage ;

- Des dépassements sur le paramètre DBO5 en avril, mai, juin , juillet et août sur chaque prélèvements effectués (1 par mois). A noter qu'il a également été observé un dépassements pour le paramètre DBO5 en décembre mais qu'il n'y a pas eu d'épandage ;

Vu : la commande d'une étude pour l'optimisation du système de lagunage (duquel sont prélevés les eaux destinées à l'épandage). A noter, seule une commande sur les deux premières prestations (études) ont été commanditées (absence de commande sur la mise en œuvre des actions). L'exploitant indique qu'il souhaite attendre les préconisations du bureau d'études à l'issue de la phase 2. L'exploitant envisage, si les actions lui semblent acceptables, une mise en œuvre pour 2025. La transmission de la première étude est prévue pour fin juin.

*Dans l'attente de la transmission des études et de la mise en place d'actions, le constat suivant est maintenu : **Les valeurs limites d'émission en concentration pour les paramètres DBO5 et DCO ne sont pas respectées au point de rejet n°11 (point de rejet "milieu naturel").***

Il est rappelé que l'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de son arrêté préfectoral et de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir les dépassements. Il doit rechercher les causes des dépassements et proposer un plan d'actions adapté.

Inspection du 8 juillet 2025

Document consulté : Étude FALCO

L'étude met en lumière un sous-dimensionnement du module de traitement (KROFTA).

L'exploitant indique lors de l'inspection, tester actuellement un nouveau flottateur, afin d'optimiser les paramètres de coagulation et de floculation de ses effluents (jar test). L'exploitant ne s'est pas positionné sur le reste des préconisations, et ne s'est pas engagé sur un échéancier de mise en conformité de son système.

Dans l'attente du positionnement de l'exploitant vis-à-vis des propositions de l'étude et de la transmission d'un échéancier de mise en œuvre assorti de délai acceptable, le constat est maintenu :

Constat : Les valeurs limites des paramètres DBO5 et DCO ne sont pas respectées pour le point

de rejet n°11 (point de rejet "milieu naturel" par épandage).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 16 : Ouvrage de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2017, article 4.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2024
Prescription contrôlée : L'ouvrage de prélèvement, constitué d'un barrage muni de 2 vannes manuelles est situé dans l'Aquiaulne, rivière de classe 1. Il doit être compatible avec les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux. Il doit permettre la continuité écologique du cours d'eau par un arasement partiel de l'ouvrage. Pendant une phase test d'un an à compter de la notification du présent arrêté, des essais de vannage seront effectués comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • a minima une vanne est maintenue ouverte de novembre à mars, • en cas d'impossibilité d'alimentation de l'installation vannes ouvertes, les périodes de fermeture des vannes devront être consignées dans un registre spécifique en informant au préalable les services concernés. A l'issue de cette période, un bilan sera effectué par l'exploitant et présenté aux services concernés afin de statuer sur la pérennisation de ce fonctionnement.
Constats : <i>Pour rappel, l'historique sur le sujet des prélèvements des eaux dans l'Aquiaulne : Les conclusions de l'exploitant, suite à la phase de tests de 2019-2020, présentées en réunion le 9 novembre 2020, sont les suivantes : "- La volonté de curage a été abandonnée car l'ouverture permet de faire partir les sédiments ;</i>

- Suivant les préconisations de [la police de l'eau] : ouverture progressive et partielle d'une vanne afin de ne pas faire un grand effet « chasse » et abîmer les berges.
- Grâce à l'ouverture partielle, [l'exploitant peut ouvrir] plus longtemps sans impacter l'approvisionnement en eau [du site]"

L'inspection et la police de l'eau ont rappelé, au sein d'un courriel du 27 novembre 2020, "je vous demande de laisser ouverte les vannes en continu, même si l'ouverture est faible, mais suffisante pour laisser passer en aval un débit minimum et pour l'alimentation en eau de votre usine, comme vous me l'avez confirmé lors de notre conversation" ;

Vu : l'étude sur l'optimisation de la consommation en eau du site, éditée en 2022, dont les conclusions et préconisations n'étaient pas économiquement compatibles avec les ressources de l'établissement, aux dires de l'exploitant ;

Vu : les modifications mises en place sur site qui ont permis une économie record des prélèvements en eau pour le site de plus de 30% (voir point "prélèvements eau") ;

Vu : l'étude sur l'optimisation du fonctionnement du système de lagunage, commanditée en 2024, qui viendra, entre autre, parfaire la connaissance de l'exploitant sur la consommation en eau du site ;

Vu : la fermeture complète des vannes au jour de la visite d'inspection et l'ouverture partielle de celles-ci à la demande de l'inspection afin d'assurer la continuité écologique du cours d'eau.

Au jour de l'inspection, il est constaté que les vannes du barrage sont complètement fermées, ce qui n'est pas compatible avec les dispositions du SDAGE et du SAGE, et ne permet pas d'assurer la continuité écologique du cours d'eau.

L'exploitant s'est engagé à laisser dorénavant les vannes ouvertes en permanence et à transmettre un nouveau bilan à l'inspection des installations classées et aux services concernés, afin de statuer définitivement sur la pérennisation du fonctionnement des vannes.

Inspection du 8 juillet 2025

Le jour de l'inspection, les vannes du barrage étaient ouvertes.

La gestion du barrage reste un sujet d'actualité et sera suivi dans le cadre d'un dossier d'instruction courant, notamment s'agissant de la continuité écologique du cours d'eau en respect des dispositions du SDAGE Loire-Bretagne.

Le précédent constat est levé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Stockage papier extérieur – barrière physique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2017, article 8.3.3.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Stockage papier extérieur – barrière physique

Prescription contrôlée :

Les surfaces à proximité du stockage sont maintenues propres et régulièrement nettoyées, notamment de manière à éviter les amas de poussières et de papier qui se seraient séparés des lots. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques. Toutes précautions sont prises pour éviter les risques d'envol.

Une barrière physique permettant d'éviter les envois est étudiée et installée sur le parc extérieur de stockage papier dans les 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

<p>Il est constaté la présence de nombreux papiers à proximité de la zone de stockage extérieur. Aucune barrière physique n'a été mise en place pour éviter l'envol des papiers en dehors du parc.</p> <p>Constat : L'exploitant ne prend pas toutes les précautions possibles pour éviter les envols d'amas de poussières et papiers. Aucune barrière physique permettant d'éviter les envols de papier n'a été installée sur le parc extérieur de stockage de papier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 18 : Stockage papier extérieur – aménagement du stockage

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2017, article 8.3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage papier extérieur – aménagement du stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les produits conditionnés en masse (balle, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Volume maximal des îlots : 10 000 m³ ;</p> <p>2° Distance entre deux îlots : 10 mètres minimum.</p> <p>3° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Il est constaté la présence de balles de papier à proximité du bâtiment « stockage de vieux papiers » (surface F3 dans la DECI).</p> <p>Le stockage des balles de papier ne respecte pas les marquages au sol.</p> <p>Constat : L'exploitant doit justifier du respect des distances et volume de stockage pour sa zone de stockage extérieur de papiers.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 19 : Stockage papier extérieur – collecte d’effluents potentiellement pollués

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2017, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage papier extérieur – collecte d’effluentd potentiellement pollués
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l’ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d’extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 300 m3 avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l’article 4.3.10 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d’être polluées.</p> <p>Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L’exploitant n’a jamais mis en place de réseau de collecte des effluents sur la zone de stockage extérieure de papiers recyclés.</p> <p>Constat : Absence de moyen de collecte et de rétention des eaux potentiellement polluées par un incendie survenant sur la zone de stockage papier recyclés extérieure.</p>
<p>Demande à formuler à l’exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l’inspection des installations classées un plan d’actions dûment motivé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 20 : Propreté du site – Zone krofta

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/11/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site – Zone krofta
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L’exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d’intégrer l'installation dans le paysage. L’ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets,...

[...]

Constats :

L'entrée du local Krofta est souillée par la présence de boues dues vraisemblablement à un débordement des réseaux (d'après les dires de l'exploitant).

Dans l'attente de la transmission des éléments de contexte, des actions prises (récupération et traitement des déchets) et des justificatifs de mise en place d'une solution permettant de remédier à cette situation, le constat est ainsi formulé :

Constat : La zone extérieure à l'entrée du local « KROFTA » est souillée par la présence de boues. L'exploitant doit justifier des actions prises.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé et notamment l'analyse des causes (fiche BARPI à privilégier).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois